26 mai 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les objectifs du Sommet du G7 et sur la loi travail, à Ise-Shima le 26 mai 2016.

LE PRESIDENT : Bonjour. Le G7 vient de se terminer, les objectifs que la France s'était donnée, dans ce cadre important au plan international, ont été largement atteints.
Le premier objectif était de faire en sorte que les principaux pays du monde réaffirment leur priorité pour la croissance. Comme l'a dit l'un des participants, « les choses vont mieux, s'améliorent pour l'économie mondiale », il y a une croissance significative aux Etats-Unis et une croissance qui repart en Europe.
Mais, il y a un certain nombre d'aléas et de difficultés. Première difficulté, c'est la faiblesse des économies émergentes, même si les rythmes de croissances restent impressionnants. Le second aléa, ce sont les mouvements erratiques des monnaies et les volatilités sur les marchés des changes. Puis il y a un troisième aléa, qui concerne d'ailleurs l'Europe, qui est le référendum britannique et l'hypothèse d'un « Brexit ».
Face à la fois à ces améliorations incontestables et à ces risques qui ne sont pas niables, la stratégie est d'amplifier la croissance par tous les moyens, aussi bien par les politiques budgétaires, là où c'est possible, que par les politiques monétaires, (ce qui explique la faiblesse des taux d'intérêt), ou par les politiques structurelles pour améliorer encore le marché de l'emploi.
L'enjeu c'est l'investissement. Investissement public et investissement privé. La France s'inscrit dans cette démarche : investir. Nous avons soutenu les conditions de l'investissement en multipliant les dispositifs en faveur de l'innovation et nous continuerons.
De la même manière nous soutenons la demande intérieure, la consommation a également repris, et nous faisons en sorte que notre politique budgétaire, même si elle permet de réduire les déficits, s'exécute sans mise en cause des revenus des ménages. Au contraire, puisqu'il y a eu ces trois dernières années des baisses d'impôt.
La croissance est également liée au commerce. Le second objectif que nous devions rechercher dans ce G7 était de faire que les négociations des grands accords puissent se poursuivre, mais que des conditions soient fixées. Je pense notamment à l'accord dit « TTIP », c'est-à-dire l'accord « Union européenne - Etats-Unis ».
Les négociations sont en cours, mais la France a veillé à ce que les conditions soient rappelées. Il ne peut pas y avoir un accord s'il n'y a pas réciprocité, je pense aux marchés publics £ s'il n'y a pas de transparence, c'est la condition-même pour que les peuples soient informés de ce qui les concerne £ s'il n'y a pas une reconnaissance de l'indication géographique des produits, cela concerne essentiellement l'agriculture £ s'il n'y a pas la reconnaissance de la propriété intellectuelle, cela concerne les industries culturelles £ et s'il n'y a pas la volonté de faire que l'ensemble des services puisse être concerné, ce qui oblige les Etats-Unis à aller beaucoup plus loin qu'ils ne le veulent pour le moment.
C'était très important que la France puisse obtenir de ses partenaires le rappel de ces conditions. Pour nous, il ne peut y avoir d'accord avec les Etats-Unis, concernant l'Union européenne, que si ces conditions sont pleinement et strictement respectées.
Toujours en matière de croissance, il ne peut y avoir de développement durable que s'il y a une transparence et la lutte contre la fraude ou l'optimisation fiscale. A cet égard, ce qui s'est produit

transparence et la lutte contre la fraude ou l'optimisation fiscale. A cet égard, ce qui s'est produit avec le scandale de ce qu'on appelle les « Panama Papers » a été utile pour faire la démonstration qu'il faut aller encore plus loin. Et c'est ce que le G7 également admet. En matière d'échange d'informations fiscales, des listes des paradis fiscaux doivent être clairement établies, de façon à ce que ceux qui se situent sur cette liste puissent en subir toutes les conséquences, et que les établissements financiers ne puissent pas être engagés sur ces marchés-là ou sur cette finance-là. Enfin, il faut qu'il puisse y avoir une lutte coordonnée contre les montages fiscaux qui ont comme seul objectif, pour des grands groupes multinationaux, d'échapper à l'impôt.

Echapper à l'impôt par cette optimisation, échapper à l'impôt par des sociétés écran. Là-encore le G7 a pu aller plus loin dans cette lutte contre la fraude, contre l'optimisation et en réalité contre la finance dès lors qu'elle ne correspond pas aux objectifs de financement de l'économie réelle.

Ensuite, j'ai voulu que dans le cadre de ce G7, le succès de la COP21 puisse avoir une suite et un prolongement. Nous avons été rejoints ce matin par le Secrétaire Général des Nations Unies, par l'ensemble des institutions internationales, banques mondiales, FMI, et puis par un certain nombre de pays représentants non seulement l'Asie mais aussi l'Afrique.

Il a été convenu d'avoir davantage de rapidité dans la ratification des accords signés à New York en avril. Si bien que nous devons nous donner l'objectif qu'à la fin de l'année l'accord adopté lors de la COP21 pourra entrer en vigueur.

Nous devons aussi mettre en uvre ce qui a été lancé à Paris et notamment l'initiative sur les énergies renouvelables, le prix du carbone. Et nous sommes convenus que les pays les plus développés devraient hâter encore l'élaboration de leur stratégie d'économie décarbonée, de façon à ce que les engagements puissent être affichés avant 2020.

Nous avons aussi insisté pour que les financements prévus, les 100 milliards de dollars à partir de 2020, puissent être identifiés, voire même pour certains dégagés avant cette date.

La COP21, s'est invitée d'une certaine façon ici au G7 et celui-ci a engagé une nouvelle étape pour sa mise en uvre

La France a voulu également lancer une initiative en matière de santé à l'occasion de ce G7, et elle a été largement suivie. Il y a les leçons que nous devons tirer d'un certain nombre de fléaux qui se sont hélas produits notamment en Afrique (Ebola, Zika). Nous devons en tirer donc les conclusions, et créer des plateformes d'urgence sanitaires, ce que les pays membres du G7 ont une fois encore voulu rappeler.

Puis, la France a aussi voulu que la question du prix des médicaments puisse être évoquée de manière à ce qu'il puisse y avoir des prix qui puissent correspondre aux besoins, dans la transparence, et pour que les pays les moins développés puissent voir leur population être soignée avec des médicaments, qui sont accessibles mais qui sont encore trop chers.

C'est un enjeu de santé publique pour ces pays, c'est un enjeu de santé publique aussi pour nous-mêmes. Nous avons aussi engagé - madame MERKEL d'ailleurs a insisté là-dessus l'objectif de la couverture sanitaire universelle qui prendra du temps et qui justifie que nous créions une sorte d'architecture à l'échelle internationale en matière de santé. Dans les prochains mois les pays membres du G7 se réuniront au niveau de leur ministre de la Santé pour aller plus loin sur ces trois objectifs.

Mais le G7 s'est aussi forcément engagé dans les réponses qui sont attendues de lui sur la situation internationale. Tout d'abord, le G7 a élaboré un plan d'action contre le terrorisme, avec un échange d'informations indispensable, le renforcement de la sécurité aérienne, une lutte contre tout ce qui peut contribuer au financement du terrorisme. Notamment sur l'anonymat des transactions. Ce qui exige une coopération au plus haut niveau pour éradiquer le terrorisme sous toutes ses formes, mais aussi pour tout ce qui peut alimenter le terrorisme.

Une des illustrations concrète que j'ai donnée est la lutte contre les trafics de biens culturels que les terroristes eux-mêmes organisent. Ils ont deux volontés obscures mais qui traduisent bien leur conception du monde. La première volonté est de gagner de l'argent sur le patrimoine de l'Humanité £ de céder des biens rares qu'ils ont prélevés sur les lieux qu'ils occupent, pour trouver à travers ce commerce, une ressource pour le financement de leurs actions. Il y a toujours

des complices, les trafiquants, les acheteurs £ donc il est nécessaire de pouvoir engager les luttes indispensables et d'identifier ces objets.
Il y a aussi la volonté de la part des terroristes de détruire, d'effacer la mémoire des civilisations, de faire comme si rien n'avait existé avant la barbarie qu'ils représentent.
Il est très important que les pays se coordonnent pour protéger les biens culturels. Cela peut être de les accueillir, avant qu'il ne soit trop tard, dans ce qu'on appelle « l'asile » de biens culturels, le refuge, ce que nous faisons. Et puis aussi de reconstituer les biens culturels après qu'ils aient été -si je puis dire- libérés. C'est cette ambition-là qui va être menée par les pays du G7.
Nous avons également abordé la question des réfugiés. C'est une question qui, bien sûr, intéresse l'Europe à travers ce qui se produit en Irak et en Syrie et qui intéresse le Moyen-Orient puisque ce sont les pays du Moyen-Orient qui font l'essentiel de l'effort. Mais, il y a aussi des millions de réfugiés dans le monde, en Afrique, en Asie, ce sont pour beaucoup des réfugiés climatiques, on en compte 20 à 25 millions au moins en Asie, et chaque année il y en a davantage.
Il y a donc un plan mondial à mener, à organiser pour que la question des réfugiés soit traitée au bon niveau et avant qu'il ne soit trop tard.
En ce qui concerne l'Irak et la Syrie, nous avons marqué le souhait que la négociation reprenne pour l'avenir de la Syrie £ et s'agissant de l'Irak, nous avons décidé d'apporter un soutien financier à ce pays qui vit dans la guerre et l'instabilité depuis trop longtemps. Et il y a eu un ensemble de prêts qui pourront être apportés à l'Irak et la France prendra sa part.
Nous avons également évoqué hier soir la question de l'Ukraine. Nous avons rappelé le processus de Minsk. Vous savez qu'il y a encore quelques jours nous avons organisé une conférence téléphonique dans le format Normandie, entre madame MERKEL et moi-même, le président POROCHENKO et le président POUTINE pour qu'il y ait des avancées. Il y en a eu d'ailleurs, avec la libération des prisonniers, en vue d'un plus grand respect du cessez-le-feu. La loi électorale doit être maintenant élaborée, édictée, et mise en uvre. Les sanctions seront modulées en fonction de l'application, notamment par la partie russe, de l'accord de Minsk. J'insiste pour qu'il n'y ait aucun temps perdu. L'accord de Minsk prévoyait des élections qui devaient avoir lieu au printemps. Elles ont été repoussées. Il est très important d'avoir cette loi électorale pour qu'elle puisse donner aux Ukrainiens de l'Est la possibilité de s'exprimer. Les sanctions seront donc maintenues tant que ce processus n'est pas pleinement mis en uvre, mais elles peuvent être modulées s'il est prouvé que cet accord se trouve appliqué.
Enfin, je relève que le G7 soutient le processus de paix entre Israël et la Palestine, et l'initiative que la France a lancée avec l'appui de beaucoup de pays de la région mais aussi de la plupart des pays qui veulent qu'une solution soit trouvée, initiative qui va préparer ainsi la conférence ministérielle qui doit avoir lieu début juin.
Voilà pour l'essentiel ce que le G7 a pu porter comme réponse. Un G7 qui n'a écarté aucun sujet £ un G7 qui a aussi voulu évoquer la sécurité, la stabilité dans toutes les régions. Le G7 c'est à la fois une instance qui a pour premier devoir de soutenir l'activité économique et la croissance, de pouvoir apporter des réponses aux besoins les plus urgents des peuples, mais c'est aussi une instance politique qui doit permettre que les questions, notamment les plus sensibles, celles qui touchent à la paix et à la sécurité, soient abordées. Je réponds à vos questions.
Journaliste : J'ai deux petites questions. D'abord, concernant le contenu du plan d'action de la lutte contre le terrorisme, cela ne me semble pas très très révolutionnaire, mais selon vous, quelle est l'importance de ce plan, est-ce vraiment efficace ? Et la deuxième question, selon le Premier ministre japonais, Monsieur ABE, la situation actuelle de l'économie mondiale est aussi grave que celle juste avant la crise de Lehman Brothers. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette analyse ? Merci beaucoup.
LE PRESIDENT : Ce que l'on demande à un plan de lutte contre le terrorisme ce n'est pas de faire preuve d'imagination, c'est de faire preuve de constance et de volonté. Les principes, nous les connaissons, c'est l'échange d'informations, c'est le suivi d'un certain nombre d'individus, notamment dans les transports aériens, c'est le renforcement de la sécurité dans tous les aéroports, c'est la lutte contre les moyens de financement du terrorisme. Et c'est aussi de pouvoir

clairement assurer une protection sur nos territoires et une vigilance sur des lieux qui peuvent être ceux que les terroristes veulent frapper. Une fois que ces principes sont posés, ils doivent être, dans chaque continent, mis en uvre, c'est ce que nous faisons au plan européen et notamment avec la protection des frontières. Mais nous ne pourrons pas lutter contre le terrorisme continent par continent puisque le terrorisme lui-même est global.
Ce matin je recevais le président indonésien, son pays a été victime d'un acte terroriste en janvier de cette année, c'est-à-dire quelques semaines après les actes terroristes qui ont eu lieu à Paris presqu'au moment, où ils pouvaient avoir lieu à Bruxelles. Donc on voit que le terrorisme est mondial et que le G7 mais cela vaudra pour d'autres instances internationales doit permettre aux pays qui ont les moyens d'agir de pouvoir le faire en coordination. Nous avons besoin les uns les autres et s'il y a encore un pays qui pense qu'il peut être à l'abri, il faut le prévenir, il ne l'est pas, même s'il est loin, même s'il est une île, même s'il peut penser qu'il n'a aucune raison d'être frappé. Il y aura toujours une raison d'être frappé par les terroristes, lorsqu'il y a une démocratie, lorsqu'il y a des principes de liberté, puisque ce sur quoi les terroristes veulent agir, c'est sur les moyens de vivre en liberté.
Sur la situation économique, nous ne sommes plus dans la crise, cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas y en avoir, encore à l'avenir, mais aujourd'hui nous avons réglé les sources de la crise précédente et c'est pourquoi nous avons pu constater que les choses s'amélioraient. Pour autant, j'ai évoqué un certain nombre d'aléas et on sait bien maintenant qu'il suffit qu'il y ait un grain de sable quelque part, une bulle quelque part, pour qu'ensuite il y ait des processus qui puissent se déclencher : volatilité des monnaies, événement politique, on a parlé de ce que pourrait être le « Brexit ». Mais notre rôle ce n'est pas simplement d'évoquer les aléas, c'est de les prévenir et c'est ce que nous avons fait aujourd'hui
Si l'on veut que la croissance soit durable, qu'elle soit forte, il faut que les investissements eux-mêmes puissent avoir leurs effets. Ce que demande Monsieur ABE, c'est une certaine flexibilité budgétaire. Ce mot-là est bien connu. Il y a aussi la politique monétaire, même si nous en connaissons à la fois l'efficacité - avec les taux d'intérêt particulièrement bas - et les limites. Puis il y a les réformes qu'il faut faire dans chacun de nos pays. Mais, aujourd'hui, nous avons tous fait le même constat, - pour ceux qui étaient au G7 depuis plusieurs années, (ce n'est pas moi le plus ancien), mais ceux qui étaient au G7, qui s'appelait en l'occurrence le G8 en 2009, 2010, 2011, 2012, là c'était la crise. J'ai rappelé ce qu'avait été le premier G8 auquel j'ai moi-même participé, c'était aux Etats-Unis à Camp David, nous étions en plein dans la crise, la croissance américaine était faible, la récession était présente en Europe et le Japon connaissait une stagnation. Nous voyons quand même les résultats qui ont été obtenus, en termes de stabilité financière, en termes de taux d'intérêt, en termes aussi de reprise de l'économie réelle et d'amélioration de nos procédures d'alerte, notamment en Europe où l'Union bancaire a permis de prévenir les crises liées à des faillites bancaires.
Donc, je dirais que les choses vont mieux, mais l'illusion, c'est de penser que si nous ne faisons rien, elles iraient de mieux en mieux, non. Pour que les choses aillent encore mieux, il faut agir, il faut prévenir et il faut également donner une vision de ce que nous voulons de l'économie mondiale. Et à cet égard, tout ce que nous avons dit, sur la transition écologique, sur les nouveaux investissements en matière de technologie, de numérique, etc., peut entretenir la croissance.
Journaliste : Monsieur le président bonjour. Pendant que vous êtes ici les blocages se poursuivent en France, encore pour certains des Français qui nous regardent en direct ce matin, il y a des difficultés à s'approvisionner en essence, à aller au travail, il y a quelques instants l'intersyndicale a même appelé à amplifier la mobilisation. Que pouvez-vous faire, que comptez-vous faire, pour mettre fin à ces blocages ? Merci.
LE PRESIDENT : Je me suis tenu régulièrement informé de la situation dans notre pays, pendant que je négociais et que je discutais avec mes partenaires du G7. Le Premier ministre et les membres du gouvernement ont agi, dans le respect du droit de grève, dans le respect des libertés, y compris celle de manifester. Mais notre premier devoir, c'est celui que j'ai rappelé au gouvernement et que je rappelle devant les Français, c'est de tout faire pour approvisionner en

gouvernement et que je rappelle devant les Français, c'est de tout faire pour approvisionner en carburant les consommateurs, de fournir les services publics essentiels, de permettre le transport de tous et d'assurer le bon fonctionnement de l'économie. Malgré un certain nombre d'actions qui avaient été engagées, nous avons pris les mesures nécessaires et nous continuerons de les prendre, toujours dans le respect des libertés, mais avec aussi la première des libertés qui est la liberté de circuler, la liberté d'aller et venir, la liberté de travailler ou la liberté de pouvoir se rendre là où l'on veut, c'est une condition pour vivre en commun. Et si le dialogue est toujours possible, il n'est jamais fondé sur un ultimatum et on ne peut pas accepter qu'il y ait une centrale syndicale,- qui a son histoire,- qui puisse dire ce qu'est la loi ou ce que ne doit pas être la loi. Je suis pour faire respecter la loi, toute la loi, celle sur le travail n'est pas encore la loi, puisque le texte va venir au Sénat, puis ensuite reviendra à l'Assemblée nationale et c'est dans ce cadre-là que les discussions doivent avoir lieu et pour l'instant, nulle part ailleurs.
Par ailleurs, la concertation a eu lieu. Quand j'entends qu'il y aurait eu un manque de discussion sur ce texte, mais enfin les Français sont comme moi-même, nous avons de la mémoire, cela fait déjà plusieurs semaines, pour ne pas dire plusieurs mois, que ce texte a été présenté, discuté, amendé, corrigé, amélioré, il y a même eu à l'Assemblée nationale, un premier travail par la Commission et de nombreux amendements qui ont été acceptés. Enfin, je dois rappeler, parce que ce n'est pas toujours d'évidence, vous me parlez de l'intersyndicale, mais les syndicats réformistes ont non seulement participé à cette discussion sur ce texte, mais aujourd'hui considèrent que ce texte est un progrès, pour le dialogue social, pour la négociation collective, pour l'emploi et pour les droits des salariés.
Alors, en tant que président de la République, en tant que chef de l'Etat qui a voulu qu'il y ait cette réforme -car je l'ai voulue cette réforme elle est en cohérence avec tout ce que nous avons fait depuis 4 ans et qui produit des résultats- je veux que nous puissions aller jusqu'au bout et faire en sorte que cette loi, que je considère être une loi de progrès, puisse être la loi pour tous, la loi de tous. Et d'ailleurs, si elle est adoptée, puisque c'est prévu au début du mois de juillet, chacun pourra prendre en compte ce qu'est cette loi et les effets qu'elle peut avoir, dès le mois de septembre, ce qui veut dire que les Français jugeront.
Journaliste : Une question à propos du référendum et du risque de « Brexit ». Dans la déclaration du G7 il est indiqué que c'était un risque économique de grande ampleur, j'aimerais vous demander quelle est votre perception de ce risque pour l'Union européenne, quelle est votre perception du risque de « Brexit » pour l'Union européenne, qui est évoqué dans le communiqué du G7 comme étant un risque de grande ampleur ?
LE PRESIDENT : Oui, nous avons, non pas parlé du « Brexit », il ne nous appartient pas de dire ce que le peuple britannique a à faire, c'est sa souveraineté, mais nous avons parlé du risque que pourrait provoquer la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Sur un strict plan économique, ce serait une mauvaise nouvelle pour le Royaume-Uni et une mauvaise nouvelle pour le monde, pas simplement pour l'Europe, parce que cela entraînerait effectivement des transferts de capitaux, des localisations d'activités qui ne seraient plus au bénéfice du Royaume-Uni et peut-être même de l'Europe, à partir de là chacun doit en prendre conscience. Le rôle du G7 était de faire apparaître que les pays qui constituent le G7 pensent que l'intérêt du Royaume-Uni, mais surtout l'intérêt du monde, c'est que le Royaume-Uni continue de participer à la construction européenne.
Journaliste : Vous avez évoqué hier, et à l'instant à nouveau, des changements qui pourraient être apportés à cette loi EL KHOMRI, éventuellement lors de la deuxième lecture devant l'Assemblée nationale. Est-ce que vous pouvez nous préciser, dans votre esprit, quels pourraient être ces changements et concerneront-t-il le fameux article 2 de cette loi ?
LE PRESIDENT : J'ai évoqué ce qu'était ce projet de loi, quel était son contenu : dialogue social au niveau de l'entreprise, clarification des règles du licenciement pour protéger à la fois les employeurs et les salariés, droits nouveaux pour les salariés en matière de formation, garantie pour les jeunes, à travers un dispositif qui a déjà fait ses preuves, lutte contre ce que l'on appelle le travail détaché. Donc c'est un texte qui par toutes ces dispositions, apporte à la fois plus de modernisation à notre économie et plus de garanties pour les salariés, qui va permettre

davantage d'embauches en contrat à durée indéterminée.
Il y a déjà eu des améliorations qui ont été apportées tout au long de la période qui a suivi la présentation de ce texte, des amendements qui ont été également apportés lors de la commission compétente à l'Assemblée nationale, le texte est au Sénat, il va revenir à l'Assemblée, cela s'appelle la procédure législative. Moi, je considère que les principes, la philosophie, y compris celle de l'article 2, qui d'ailleurs n'est pas le centre du texte, le cur du texte, même si c'est un élément très important, moi je considère que tout cela doit être maintenu, c'est le sens même de ce que nous avons engagé. Mais cela doit être clarifié, exposé, par rapport à celles et ceux qui pourraient encore avoir des interrogations, cela fait partie donc du temps qui de toute façon, nous est donné par la procédure législative. Ce n'est pas en bloquant ou en essayant de bloquer, parce que je le dis aussi nettement, toutes les opérations de blocage trouveront une réponse, c'est le rôle du Gouvernement d'assurer le bon fonctionnement de l'économie.
Je vais être encore plus net que cela. En ce moment notre économie repart, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises et ce qui vient de se passer au G7 me conforte dans cette idée puisque cette reprise économique est vraie en France, elle est vraie en Europe, elle est vraie aux Etats-Unis, mais en France elle est incontestable. Nous avons eu des chiffres du chômage qui, pour le deuxième mois consécutif, sont à la baisse, nous avons une amélioration de la confiance des Français dans leur avenir, qui retrouve son niveau de 2007, c'est-à-dire il y a presque 10 ans, même si là les grèves ont pu peut-être entacher, mais cela fait 10 ans que l'on n'avait pas connu un niveau de confiance. Nous avons moins de défaillances d'entreprises, plus d'investissements, plus de consommation, alors ce n'est pas le moment de mettre en difficulté l'économie française. C'est toujours le moment où l'on peut exprimer ses revendications, il y en a par exemple à la SNCF, il y en a dans des secteurs, cela fait partie du débat public, de la négociation qui doit avoir lieu, mais ce n'est pas le moment de mettre en cause les bons chiffres qui signifient le redémarrage de l'économie française.
C'est le moment, en revanche et c'est le rôle du Gouvernement, c'est le rôle du Parlement, de donner toutes les explications nécessaires sur ce texte et je le ferai, aussi, parce que lorsque l'on doit faire des réformes, on les fait jusqu'au bout. On ne les fait pas parce que l'on serait obligé de le faire, personne ici, au G7, ne m'a demandé de faire une réforme du travail et quand je regarde ce qu'est la législation du travail dans les pays qui sont membres du G7, c'est en France qu'on a le meilleur droit du travail et je ne vais pas ici le mettre en pièces, au contraire, je fais en sorte que ce soit un droit du travail équilibré. Quelle est la meilleure façon d'avoir un droit du travail équilibré ? C'est de garder les règles principales, sur le contrat de travail, sur le SMIC, sur le temps de travail, les 35 heures et que l'on puisse permettre aux entreprises, avec l'accord des organisations syndicales majoritaires, de pouvoir adapter ce droit du travail à la réalité.
Quand je vois les succès que l'on obtient à l'exportation, que ce soit sur l'industrie navale, la construction navale, il y a encore peu de jours, avec des paquebots qui vont être commandés et qui vont être livrés dans plusieurs années, qui donnent un plan de charge aux chantiers de Saint-Nazaire jusqu'en 2025, quand je vois les résultats que l'on a pour l'aéronautique, pour un certain nombre de contrats à l'étranger, je sais bien que nous avons besoin d'avoir des accords d'entreprise qui permettent de donner compétitivité aux entreprises et garanties aux salariés.
Donc, je tiendrai bon, parce que je pense que c'est une bonne réforme et que nous devons aller jusqu'à son adoption. Merci.